



CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE DU GROUPE FINANCIER BANQUE TD SUR LES BÉNÉFICES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010 LE 27 MAI 2010

LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

LES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LA PRÉSENTE TRANSCRIPTION SONT UNE REPRÉSENTATION TEXTUELLE DE LA CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE SUR LES BÉNÉFICES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010 DE LA BANQUE TORONTO-DOMINION (« LA BANQUE TD »). BIEN QUE DES EFFORTS SOIENT FAITS POUR FOURNIR UNE TRANSCRIPTION EXACTE, DES ERREURS, DES OMISSIONS OU DES IMPRÉCISIONS IMPORTANTES PEUVENT S'ÊTRE GLISSÉES LORS DE LA TRANSMISSION DE LA SUBSTANCE DE LA CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE. EN AUCUN CAS, LA BANQUE TD N'ASSUME DE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DE DÉCISIONS DE PLACEMENTS OU D'AUTRES DÉCISIONS PRISES EN FONCTION DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS DANS LE SITE WEB DE LA BANQUE TD OU LA PRÉSENTE TRANSCRIPTION. LES UTILISATEURS SONT INVITÉS À PRENDRE CONNAISSANCE DE LA WEBDIFFUSION ELLE-MÊME (ACCESSIBLE SUR TD.COM/FRANCAIS/RAPPORTS), AINSI QUE DES DOCUMENTS DÉPOSÉS PAR LA BANQUE TD AUPRÈS DES ORGANISMES DE RÉGLEMENTATION, AVANT DE PRENDRE DES DÉCISIONS DE PLACEMENTS OU D'AUTRES DÉCISIONS.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans cette présentation, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent faire des énoncés prospectifs de vive voix aux analystes, aux investisseurs, aux représentants des médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération des lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières applicables, y compris la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, des énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2010 et par la suite, et ses stratégies pour les atteindre, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir », et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude qui plane actuellement sur les environnements financier, économique et réglementaire, de tels risques et incertitudes – dont bon nombre sont hors du contrôle de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner de tels écarts incluent notamment les risques de crédit, de marché (y compris les marchés boursiers, des marchandises, de change et de taux d'intérêt), d'illiquidité, d'exploitation, de réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques et les autres risques présentés dans le rapport de gestion inclus dans le rapport annuel de 2009 de la Banque. Parmi les autres facteurs de risque, mentionnons les modifications aux lignes directrices sur les fonds propres et les instructions relatives à la présentation, ainsi que leur interprétation, l'augmentation des coûts de financement de crédit causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement, le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées relativement au traitement et au contrôle de l'information, l'utilisation inédite de nouvelles technologies dans le but de frauder la Banque ou ses clients, les efforts concertés de tiers disposant de moyens de plus en plus pointus qui cherchent à frauder la Banque ou ses clients de diverses manières, la capacité d'obtenir l'approbation de la transaction proposée par les actionnaires de The South Financial Group, Inc., la capacité de réaliser les synergies prévues découlant de la transaction selon les montants ou l'échéancier prévus, la capacité d'intégrer les activités de The South Financial Group, Inc. à celles de La Banque Toronto-Dominion en temps opportun et de manière rentable, et la capacité d'obtenir les approbations gouvernementales de la transaction ou de remplir d'autres conditions liées à la transaction selon les modalités et l'échéancier proposés.

Nous avisons le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour obtenir plus de renseignements, se reporter à la section intitulée « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion débutant à la page 65 du rapport annuel de 2009 de la Banque. Le lecteur doit examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres incertitudes et éventualités, et prendre en compte l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. Enfin, il ne peut y avoir aucune assurance que la Banque réalisera les avantages prévus liés à l'acquisition de The South Financial Group, Inc.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans cette présentation sont énoncées dans le rapport annuel de 2009 de la Banque, à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques », telle qu'elle est mise à jour dans le rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2010, ainsi qu'aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2010 »



pour chacun de nos secteurs d'exploitation, telles qu'elles sont mises à jour dans le rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2010, aux paragraphes « Perspectives ».

Tout énoncé prospectif contenu dans cette présentation représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs et les priorités de la Banque aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates, et peuvent ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour des énoncés prospectifs, écrits ou verbaux, qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom, à l'exception de ce qui est exigé en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.



RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

La proposition de fusion entre La Banque Toronto-Dominion et The South Financial Group, Inc. sera présentée aux actionnaires de The South Financial Group, Inc. afin qu'ils l'examinent. Les actionnaires sont invités à lire la circulaire de sollicitation de procurations ou le prospectus lié à la transaction de fusion proposée lorsqu'il sera disponible, car ils contiennent des renseignements importants. Les actionnaires peuvent obtenir un exemplaire gratuit de la circulaire de sollicitation de procurations ou du prospectus ainsi que des autres documents ayant fait l'objet d'un dépôt qui contiennent de l'information sur La Banque Toronto-Dominion et The South Financial Group, Inc., et ce, sans frais, sur le site Internet de la SEC (<http://www.sec.gov>). Des exemplaires de la circulaire de sollicitation de procurations ou du prospectus et des documents déposés auprès de la SEC qui seront intégrés par renvoi dans la circulaire de sollicitation de procurations ou le prospectus peuvent aussi être obtenus, lorsqu'ils seront disponibles, sans frais, en soumettant une demande à La Banque Toronto-Dominion, 66 Wellington Street West, 15th Floor, Toronto (Ontario) M5K 1A2, à l'attention de : Relations avec les investisseurs, 1-866-486-4826 ou à The South Financial Group, Inc. Investor Relations, 104 South Main Street Poinsett Plaza, 6th Floor, Greenville, South Carolina 29601 ÉTATS-UNIS, 1-888-592-3001.

La Banque Toronto-Dominion, The South Financial Group, Inc., leurs administrateurs et leurs dirigeants respectifs et d'autres personnes peuvent être réputés être des participants à la sollicitation de procurations relativement à la transaction de fusion proposée. L'information concernant les administrateurs et les dirigeants de La Banque Toronto-Dominion est disponible dans son rapport annuel, dans le formulaire 40-F, pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009, qui a été déposé auprès de la SEC le 3 décembre 2009, et dans son avis de convocation à l'assemblée annuelle et la circulaire de sollicitation de procurations de sa plus récente assemblée annuelle, qui a été déposée auprès de la SEC le 25 février 2010. L'information concernant les administrateurs et les dirigeants de The South Financial Group, Inc. est disponible dans la circulaire de sollicitation de procurations de The South Financial Group, Inc. de sa plus récente assemblée annuelle, qui a été déposée auprès de la SEC le 7 avril 2010. D'autres renseignements sur les participants à la sollicitation de procurations et une description de leurs intérêts directs et indirects, par titres détenus ou autres, seront inclus dans la circulaire d'information/le prospectus et d'autres documents pertinents qui seront déposés auprès de la SEC lorsqu'ils seront disponibles.

PARTICIPANTS DU GFBTD

Rudy Sankovic

Relations avec les investisseurs, La Banque Toronto-Dominion

Ed Clark

Président et chef de la direction, La Banque Toronto-Dominion

Colleen Johnston

Chef des finances, La Banque Toronto-Dominion

Mark Chauvin

Chef de la gestion des risques, La Banque Toronto-Dominion

Bharat Masrani

Chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, La Banque Toronto-Dominion

Tim Hockey

Chef de groupe, Services bancaires canadiens, La Banque Toronto-Dominion

Bob Dorrance

Chef de groupe, Services bancaires de gros, La Banque Toronto-Dominion

PARTICIPANTS À LA CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE

Michael Goldberg

Valeurs mobilières Desjardins

John Reucassel

Analyste, BMO Marchés des capitaux

Ohad Lederer

Analyste, Veritas Investment Research

Brad Smith

Analyste, Stone Cap Securities

Robert Sedran

Analyste, Marchés mondiaux CIBC

André-Philippe Hardy

Analyste, RBC Marchés des capitaux

Cheryl Pate

Analyste, Morgan Stanley

Darko Mihelic

Analyste, Cormark Securities

Sumit Malhotra

Analyste, Macquarie Capital

Mario Mendonca

Analyste, Canaccord Genuity

Peter Routledge

Analyste, Financière Banque Nationale



PRÉSENTATION

Rudy Sankovic, *premier vice-président, Relations avec les investisseurs, La Banque Toronto-Dominion*

Bon après-midi, et bienvenue à cette présentation aux investisseurs portant sur le deuxième trimestre de 2010 du Groupe Financier Banque TD. Je m'appelle Rudy Sankovic et je suis chef des Relations avec les investisseurs à la Banque. Nous commencerons la présentation d'aujourd'hui avec les remarques stratégiques d'Ed Clark, chef de la direction de la Banque, après quoi Colleen Johnston, chef des finances de la Banque, présentera nos résultats d'exploitation du deuxième trimestre. Mark Chauvin, chef de la gestion des risques, nous livrera ensuite ses commentaires sur la qualité du crédit. Par la suite, nous répondrons aux questions des personnes présentes et des analystes et investisseurs présélectionnés qui sont au bout du fil.

Également présents aujourd'hui pour répondre à vos questions, Bob Dorrance, chef de groupe, Services bancaires de gros, Bernard Dorval, chef de groupe, Assurance, Bill Hatanaka, chef de groupe, Gestion de patrimoine, Tim Hockey, chef de groupe, Services bancaires canadiens, et Bharat Masrani, chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Comme d'habitude, nous essaierons de limiter la durée de l'appel à environ une heure, dont la moitié sera consacrée aux commentaires d'Ed, de Colleen et de Mark. La période de questions occupera la seconde moitié.

Veillez passer à la diapositive 2 sur les commentaires de nature juridique. J'aimerais faire la mise en garde suivante à nos auditeurs au nom des conférenciers qui s'exprimeront aujourd'hui. Nous savons que cette présentation contient des énoncés prospectifs et qu'il y a des risques que les résultats réels varient sensiblement des prévisions. Tout énoncé prospectif contenu dans cette présentation représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière de la Banque, les objectifs et les priorités de la Banque aux dates indiquées et pour les périodes terminées à ces dates, et peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Certains facteurs ou certaines hypothèses ont été appliqués pour établir ces énoncés prospectifs. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ces hypothèses et les facteurs de risque importants qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux énoncés, veuillez consulter le rapport de gestion du deuxième trimestre de 2010 et le rapport annuel de 2009, accessibles sur notre site Web TD.com. Nous vous recommandons également de lire notre communiqué de presse sur l'entente visant l'acquisition de The South Financial Group, Inc., ainsi que les dépôts de La Banque TD et de South Financial auprès de la SEC. Certaines parties de cette présentation touchant la transaction avec South Financial seront traitées dans le prospectus et la circulaire de sollicitation qui seront déposés auprès de la SEC. Nous vous recommandons fortement de les lire lorsqu'ils seront accessibles, car ils contiennent des renseignements importants. Les renseignements relatifs aux détails de sollicitation figurent également dans notre rapport annuel et la circulaire de sollicitation déposés auprès de la SEC, ainsi que dans la circulaire de sollicitation de South Financial sur son assemblée annuelle déposée auprès de la SEC.

Sur ce, je cède la parole à Ed Clark.

Ed Clark, *président et chef de la direction, Banque Toronto-Dominion*

Merci, Rudy, et merci, tout le monde, d'être là cet après-midi. Colleen vous parlera dans un instant de nos résultats détaillés pour le deuxième trimestre, mais j'aimerais d'abord vous livrer quelques commentaires sur notre rendement ce trimestre et vous donner un aperçu de ce que nous entrevoyons pour le reste de l'année.



Eh bien, nous avons connu un autre excellent trimestre. Les bénéfices rajustés se sont établis à 1,2 milliard de dollars canadiens, en hausse de 21 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. La croissance du résultat par action s'est chiffrée à 19 % et aurait été plus élevée n'eût été de la forte appréciation du dollar canadien. Tous nos secteurs ont donné des résultats exceptionnels, affichant tous des taux de croissance dans les deux chiffres. Le secteur Siège social a eu un effet négatif sur nos résultats. Vous vous rappellerez qu'au premier trimestre, les résultats du secteur Siège social avaient été meilleurs que prévu, ce qui fait que, pour le premier semestre de 2010, nos résultats dans ce secteur sont assez conformes à nos attentes. Colleen vous en parlera plus en détail dans quelques minutes.

Nous devons essentiellement nos résultats aux bénéfices record de TD Canada Trust, qui a connu une croissance des bénéfices de 29 %. Le solide marché de l'habitation au Canada a continué à soutenir nos volumes de crédit garanti par des biens immobiliers, et le redressement de l'économie a profité à notre secteur en croissance de services bancaires aux entreprises. Le bénéfice de Gestion du patrimoine a augmenté de 42 % grâce à l'amélioration soutenue des marchés boursiers, qui contribue également à l'accumulation d'actif et aux ventes de fonds communs de placement à long terme. Nous observons également une amélioration de la marge d'intérêt nette. Les bénéfices des Services bancaires de gros se normalisent comme prévu, mais ont tout de même augmenté de 27 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Toutes nos activités de gros ont bien fait dans un marché relativement stable, même si le bénéfice a baissé un trimestre sur l'autre, les marchés revenant comme prévu à des niveaux plus normaux.

Au cours du trimestre, TD Bank, la banque américaine la plus pratique, a affiché des résultats robustes et une croissance des bénéfices rajustés de 45 % en dollars américains. Le cycle de crédit aux États-Unis semble s'améliorer plus rapidement que prévu. Les provisions pour pertes sur créances ont baissé sous les niveaux du premier trimestre, et les formations de prêts douteux ont été stables. Nous restons satisfaits des paramètres fondamentaux sous-jacents de notre entreprise. Les marges se sont améliorées, les volumes de prêts et de dépôts continuent à monter, et nous continuons à investir dans l'avenir, ce qui s'est traduit entre autres par l'ouverture de 11 nouvelles succursales ce trimestre.

Notre bilan demeure très robuste. Le ratio des fonds propres de première catégorie a atteint un sommet de 12 %, et l'actif pondéré en fonction des risques reste stable. La Banque TD a connu un deuxième trimestre très actif en termes de fusions et d'acquisitions, ce qui comprend les deux annonces faites au cours des six dernières semaines. Nous avons d'abord acquis la Riverside, la First Federal et l'American First en Floride avec l'aide de la Federal Deposit Insurance Corporation. Cette transaction nous a permis d'élargir notre présence dans le marché riche en dépôts et en croissance rapide de la Floride. Depuis l'annonce de la transaction, nous avons eu la chance de faire la tournée des emplacements, ce qui nous a confortés dans notre choix. Nous avons été particulièrement impressionnés par la qualité des employés que nous avons gagnés. Il y a beaucoup de potentiel dans ces excellentes succursales.

Nous avons aussi indiqué notre intérêt à l'égard de petites transactions sans assistance où nous étions en mesure de comprendre et de gérer les risques. L'offre d'achat de South Financial annoncée après la fin du trimestre correspond parfaitement à ce genre de transaction. South Financial nous permet de renforcer notre présence en Floride, en plus de pénétrer les marchés de la Caroline du Nord et du Sud. Plus important encore, nous mettons la main sur une équipe de direction aguerrie qui propulsera notre croissance dans le sud des États-Unis. La transaction est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation et des actionnaires de South Financial et devrait être conclue au troisième trimestre de 2010 de La Banque TD, peu de temps après l'obtention des approbations. Nous croyons que cette transaction se révélera une excellente affaire pour nous. South Financial affiche un taux de rendement interne élevé, et son acquisition s'inscrit dans notre stratégie américaine. Nous avons là une occasion en or d'appliquer notre modèle bancaire personnel et commercial à l'ensemble du marché de South Financial. Nous avons mené un vaste processus de diligence raisonnable avec l'équipe de direction de l'entreprise, et nous sentons très à l'aise avec l'évaluation de cette transaction.



Qu'aurons-nous une fois toutes ces transactions conclues? Nous aurons l'une des dix principales banques en Floride, comptant 7,5 milliards de dollars en dépôts et 169 succursales, et nous serons l'une des cinq principales banques en Caroline du Sud, avec 83 succursales et 5,5 milliards de dollars en dépôts. Nous nous serons dotés d'actifs bancaires commerciaux bien établis, d'un solide réseau de succursales dans des marchés en croissance et d'excellents gestionnaires de risque, qui feront dorénavant partie de notre histoire de croissance.

En ce qui concerne nos perspectives, il est évident que nous avons très bien su tirer notre épingle du jeu dans une conjoncture difficile. Tout le monde s'interroge sur l'avenir de l'économie mondiale. D'une part, la situation de l'emploi, la croissance du PIB et l'amélioration des marchés du crédit donnent toutes des signes encourageants des deux côtés de la frontière. D'autre part, plusieurs gouvernements européens et leurs systèmes bancaires suscitent de graves inquiétudes. La dette souveraine ne nous inquiète pas en soi, car nous sommes très peu exposés au crédit de la Grèce et du Portugal, et nous gérons bien notre exposition aux pays européens plus faibles. Nous sommes plus préoccupés par le possible effet de domino au départ de l'Europe qui pourrait être ressenti aux États-Unis, ce qui pourrait se répercuter sur l'économie canadienne. Cela voudrait dire que la croissance économique ralentirait et que les taux d'intérêt resteraient bas plus longtemps, ce qui nuirait à la croissance des volumes et aux écarts sur les dépôts. Pour le moment, l'amélioration de la situation aux États-Unis l'emporte sur l'effet négatif potentiel de la dette européenne au Canada et aux États-Unis et ouvre des perspectives économiques globalement plus positives qu'au trimestre précédent.

La deuxième grande inconnue dans le monde est la réforme du capital. Je ne pense pas que personne sache vraiment quelles seront les nouvelles règles. Les banques centrales et les responsables de politiques sont maintenant plus préoccupés par la dette souveraine et la perte de croissance économique. Mais, publiquement en tout cas, ils veulent réaliser la réforme. Nos niveaux de fonds propres demeurent excellents, ce qui nous place en bonne position pour réagir aux réformes mondiales en matière de capital, lorsqu'elles seront mises en œuvre.

Pour résumer, La Banque TD a dégagé des résultats exceptionnels pendant la première partie de l'année, et je suis plutôt optimiste quant à l'avenir. Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada poursuivent leur expansion remarquable, et nous prévoyons toujours que la croissance demeurera forte, quoique plus modérée dans l'avenir. Les bénéfices de Gestion de patrimoine ont rebondi à la faveur d'un raffermissement des marchés des capitaux, le grand risque étant une chute des prix des actions et le maintien des faibles taux d'intérêt. Doté de ce que nous considérons comme le modèle d'exploitation de l'avenir, le secteur Services bancaires de gros est plus solide que jamais et revient actuellement à des niveaux de bénéfices plus normaux, mais aussi plus durables. Nos activités bancaires de détail aux États-Unis continuent à progresser, poussées par une forte croissance interne et une normalisation des provisions pour pertes sur créances, malgré les vents contraires que sont les changements de réglementation aux États-Unis. Nul doute que la situation actuelle aux États-Unis comporte de nombreux éléments mobiles, et il est trop tôt pour dire ce qu'il adviendra. La seule certitude concerne le règlement E, sur lequel nous travaillons soigneusement. Je suis confiant que nous continuerons à produire de bons résultats pendant le reste de l'année et en 2011.

Sur ce, j'invite Colleen à s'adresser à vous.

Colleen Johnston, chef des finances, Banque Toronto-Dominion

Merci, Ed. Bon après-midi, tout le monde.

Les faits saillants du deuxième trimestre de 2010. Le bénéfice net rajusté total de la Banque s'est élevé à 1,2 milliard de dollars canadiens, en hausse de 21 % par rapport à la même période l'an dernier et en baisse de 14 % comparativement à notre premier trimestre record. Le bénéfice dilué rajusté par action pour le trimestre s'est établi à 1,36 \$ CA, en hausse de 19 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent et en baisse de 15 % en regard du trimestre précédent. Le principal gain que nous



avons réalisé au cours de ce trimestre est l'amélioration des résultats de crédit, les provisions pour pertes sur créances se situant à leur plus bas niveau global des six derniers trimestres dans tous nos secteurs. Les formations de prêts douteux bruts ont également à leur plus faible niveau depuis le quatrième trimestre de 2008.

Le bénéfice rajusté des activités de détail a battu un autre record, atteignant près de 1,2 milliard de dollars canadiens, en hausse de 27 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent et de 8 % comparativement au trimestre précédent, et ce, malgré l'appréciation du dollar canadien. Toutes nos activités de détail ont dégagé une croissance des bénéfices dans les deux chiffres par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, TD Canada Trust inscrivant un autre trimestre record. Les Services bancaires de gros ont connu un solide trimestre, produisant un bénéfice net de 220 millions de dollars canadiens, en hausse de 27 % comparativement à l'an dernier, mais en baisse de 41 % en regard du record du trimestre précédent. La perte du secteur Siège social a augmenté de 79 millions de dollars canadiens par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le ratio des fonds propres de première catégorie s'est élevé à 12 %, en hausse de 50 pdb en regard du trimestre précédent, sous l'effet principalement de la croissance des bénéfices non répartis.

Veillez passer à la diapositive 5. Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 1,176 milliard de dollars canadiens, ou 1,30 \$ CA par action, tandis que le bénéfice net rajusté s'est chiffré à 1,234 milliard de dollars canadiens, ou 1,36 \$ CA par action. La différence entre le bénéfice comme présenté et le bénéfice rajusté s'explique par quatre éléments à noter, que nous avons tous déjà vus dans le passé. Fait à noter, nous avons inscrit une reprise de provisions générales à la suite de l'amélioration des mesures du crédit dans toutes nos secteurs canadiens. Il s'agit de la première reprise depuis le quatrième trimestre de 2007, lorsque nous avons inscrit une reprise de 39 millions de dollars canadiens après impôts.

Veillez passer à la diapositive 6. Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont produit des bénéfices nets record de 761 millions de dollars canadiens, en hausse de 29 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent et de 6 % comparativement au trimestre précédent. La satisfaction de la clientèle a atteint le plus haut niveau jamais vu dans ce secteur. Nous continuons à constater un excellent levier d'exploitation un exercice sur l'autre. Voici quelques faits saillants. Les revenus se sont accrus de 11 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent en raison d'une forte croissance des volumes pour la plupart des produits bancaires. Une croissance solide a été enregistrée dans le crédit garanti par des biens immobiliers du fait de la faiblesse persistante des taux d'intérêt, bien que la croissance soit plus modérée que celle observée au cours des trimestres précédents. Les prêts personnels ont poursuivi leur croissance soutenue, tandis que les volumes de prêts aux entreprises ont commencé à se redresser au deuxième trimestre. Les volumes ont été particulièrement forts dans les dépôts de base et les dépôts d'entreprises. En regard de l'exercice précédent, les prêts totaux de TDCT ont augmenté de 12 %, grâce à une progression de 13 % des prêts personnels et à une progression de 5 % des prêts commerciaux. Les dépôts de TDCT ont monté de 6 %, la croissance des dépôts de base s'élevant à 22 %, celle des dépôts d'entreprises, à 15 %.

Les revenus pour le trimestre ont glissé de 1 % comparativement au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par la réduction des revenus d'intérêts nets en raison du nombre moindre de jours civils au cours du trimestre considéré, partiellement annulée par la croissance des volumes et la nouvelle tarification de la ligne de crédit sur valeur domiciliaire. Les revenus d'assurance ont augmenté en regard du trimestre précédent à la suite des gains de parts de marché et de l'amélioration des paramètres fondamentaux qui augurent bien pour les trimestres et l'exercice à venir. La provision pour pertes sur créances s'est établie à 256 millions de dollars canadiens, en baisse de 10 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent et de 19 % en regard du trimestre précédent, principalement en raison de l'amélioration générale de la qualité du crédit personnel. La provision pour pertes sur créances des Services bancaires aux entreprises s'est élevée à 26 millions de dollars canadiens pour le trimestre, ce qui représente un niveau très faible semblable à celui de l'an dernier. Nous ne prévoyons pas de nouvelles pertes commerciales notables compte tenu du stade avancé où nous nous trouvons dans le cycle.



Les frais ont progressé de 4 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison de l'augmentation de la rémunération des employés, de l'investissement accru dans des initiatives commerciales stratégiques, des éléments liés à la technologie et des pertes non liées aux créances. Les frais ont baissé de 1 % par rapport au trimestre précédent. Comparativement à l'an dernier, la marge a rétréci de 2 pdb pour s'établir à 2,92 %, l'élargissement des marges sur crédit garanti par des biens immobiliers ayant été neutralisé partiellement par la compression des marges et des dépôts. Bien que la hausse des taux soit bénéfique aux marges sur dépôts, le jeu de la concurrence mettra les marges sur prêts et dépôts sous pression et entraînera une croissance plus modérée des revenus. Dans l'ensemble, ce fut un trimestre exceptionnel pour TD Canada Trust.

Veillez passer à la diapositive 7. Le bénéfice net de la division mondiale de Gestion de patrimoine, qui exclut TD Ameritrade, s'est établi à 111 millions de dollars canadiens pour le trimestre, en hausse de 42 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent et de 10 % par rapport au trimestre précédent. Il s'agit d'une amélioration des résultats dans ce secteur pour un cinquième trimestre d'affiliée, qui découle essentiellement de l'augmentation des actifs des clients, de l'intensification de l'activité de négociation, ainsi que de l'amélioration des marges. Les revenus se sont élevés à 612 millions de dollars canadiens, en hausse de 16 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent et de 4 % en regard du trimestre précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'accroissement des revenus dans les activités de conseil et de fonds communs de placement, la hausse des volumes d'opérations, jumelés à l'amélioration de la marge d'intérêt nette. Les frais ont augmenté de 9 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation de la rémunération variable, les frais d'administration des fonds communs de placement et l'investissement accru dans l'infrastructure afin de soutenir la croissance des affaires, annulée partiellement par la baisse des frais de gestion de patrimoine aux États-Unis. Les frais ont monté de 1 % comparativement au trimestre précédent. L'apport de TD Ameritrade aux bénéfices du secteur s'est chiffré à 56 millions de dollars canadiens, soit 17 % de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 30 % de plus qu'au trimestre précédent, ce qui s'explique par la progression des bénéfices de base de TD Ameritrade, neutralisée partiellement par l'effet de change lié au dollar canadien plus fort. Dans l'ensemble, Gestion de patrimoine a connu un très bon trimestre.

Veillez passer à la diapositive 8. Les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont produit un bénéfice net rajusté de 241 millions de dollars américains pour le trimestre, en hausse de 45 % par rapport à la même période l'an dernier et de 12 % par rapport au trimestre précédent. Les acquisitions assistées par la FDIC en Floride annoncées à la mi-avril n'ont eu que peu d'incidence sur les bénéfices et les volumes moyens au deuxième trimestre de 2010. Les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont amélioré leurs résultats dans un contexte difficile et un climat de réglementation incertain. Les revenus ont monté de plus de 1,1 milliard de dollars, en hausse de 11 % comparativement à l'an dernier, sous l'effet de la structure de frais de dépôt combinée instaurée dans le cadre de la restructuration et de l'intégration de Commerce, jumelée à l'amélioration globale de la combinaison de produits. Ces frais devraient baisser lorsque les nouvelles règles seront mises en place plus tard cette année, mais nous croyons que cet effet sera plus que compensé par les baisses de provisions pour pertes sur créances à la faveur de l'amélioration du cycle de crédit.

Les revenus ont progressé de 5 % comparativement au trimestre précédent, principalement en raison de l'augmentation des revenus nets d'intérêts. En termes de croissance des volumes, nous continuons à observer une bonne croissance des dépôts. Les dépôts totaux ont monté de 6 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent et de 4 % par rapport au trimestre précédent. Les volumes de prêts ont légèrement augmenté en regard du trimestre précédent, mais ils ont progressé de 4 % par rapport à l'an dernier, ce qui se compare aux baisses de volumes de prêts des banques américaines équivalentes. Les frais ont augmenté de 10 % un exercice sur l'autre, sous l'effet des dépenses liées aux nouvelles succursales, des investissements continus dans notre plateforme de base à la suite de l'intégration, de l'augmentation des primes de la FDIC et de la hausse des frais associés au contexte du crédit actuel. Nous avons ouvert 11 nouvelles succursales ce trimestre et acquis 69 succursales dans le cadre des acquisitions assistées par la FDIC en Floride annoncées en avril. Comparativement au



trimestre précédent, les frais ont augmenté de 3 %, conséquence surtout de la hausse des primes de la FDIC et des dépenses liées à la publicité. Les frais devraient demeurer élevés pendant le reste de l'année.

La provision pour pertes sur créances a reculé de 37 % comparativement à l'an dernier et de 15 % par rapport au trimestre précédent. Abstraction faite des provisions enregistrées sur les titres de créance classés comme prêts, la provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est élevée à 154 millions de dollars, soit une diminution de 8 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Mark vous en parlera dans un moment, mais nous observons des signes de stabilisation du contexte du crédit. La marge s'est élargie de 18 pdb par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'amélioration de la combinaison de dépôts, de l'augmentation des écarts moyens sur les prêts commerciaux et de la croissance du rendement des investissements. Dans l'ensemble, ce sont là de très bons résultats pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, compte tenu des conditions de marché.

Veillez passer à la diapositive 9. Le bénéfice net des Services bancaires de gros s'est établi à 220 millions de dollars canadiens, ce qui représente une baisse de 41 % par rapport au premier trimestre record, mais une hausse de 27 % un exercice sur l'autre. Comme prévu, les bénéfices des Services bancaires de gros ont commencé à se normaliser ce trimestre. À l'exception de la négociation d'actions, nos revenus de négociation ont baissé par rapport au trimestre précédent pour tous les secteurs. Les marchés ont été plus liquides et moins volatils pendant le trimestre, entraînant un rétrécissement des marges à des niveaux plus normaux. La provision pour pertes sur créances a diminué de 83 % un exercice sur l'autre. La provision du deuxième trimestre de l'exercice précédent incluait des provisions spécifiques de 47 millions de dollars canadiens. La provision de 10 millions de dollars canadiens pour le trimestre considéré est essentiellement composée du coût de la protection du crédit. Comparativement à l'exercice précédent, les frais ont augmenté de 4 %, ce qui reflète en bonne partie l'augmentation des frais liés à l'investissement dans l'infrastructure de gestion des risques et de contrôle. Dans l'ensemble, ce fut un autre trimestre solide pour les Services bancaires de gros, dont le rendement du capital investi est en hausse de 29 %.

Passons maintenant à la diapositive 10. Le secteur Siège social a subi une perte rajustée de 159 millions de dollars canadiens pour le trimestre, par rapport à une perte de 80 millions de dollars canadiens l'an dernier. L'augmentation de la perte est attribuable à une baisse des gains de titrisation, à des évaluations défavorables des expositions de titrisation et à la montée des frais nets du siège social. Comme nous l'avons indiqué au trimestre précédent, plusieurs éléments positifs ont permis de limiter la perte du secteur Siège social à seulement 33 millions de dollars canadiens pour le premier trimestre. Sur 12 mois, la perte du secteur Siège social s'est établie à 192 millions de dollars canadiens sous le niveau de l'an dernier, ce qui est conforme à nos attentes.

Comme la perte du secteur Siège social pour le trimestre dépasse la fourchette que j'avais indiquée au trimestre précédent, permettez-moi de faire quelques précisions. Le secteur Siège social comprend les frais de soutien au siège social non affectés, qui sont liés au contrôle, certains avantages fiscaux non affectés, ainsi que divers autres coûts et avantages liés à la gestion de la trésorerie, des liquidités, des fonds propres et du bilan. Nous avons un ensemble de principes bien défini qui dicte ce qui va aux secteurs et ce qui reste au siège social, et ces principes n'ont pas changé au fil des ans. Il y a quelques années, nous parlions d'une fourchette de perte de -20 à -40 millions de dollars. Depuis, la taille de la Banque a doublé, ce qui veut dire que la plupart des éléments ont également doublé, sans oublier que les bas taux d'intérêt et divers éléments liés à la liquidité ont nui au secteur Siège social. La perte du secteur Siège social est difficile à prévoir. À l'avenir, je proposerais une fourchette de 100 à 150 millions de dollars canadiens. Les frais du siège social continueront à monter, et les gains de titrisation devraient baisser, ce qui concourra à faire augmenter les niveaux de pertes.

Veillez passer à la diapositive 11. Étant donné l'importance croissante accordée au capital à la lumière des changements proposés à l'accord de Bâle, j'aimerais prendre un moment pour vous parler de la vigueur de notre base de fonds propres. Nous maintenons une position de fonds propres très solide.



Notre ratio des fonds propres de première catégorie s'est établi à 12 % au deuxième trimestre, comparativement à 11,5 % au trimestre précédent, sous l'effet de la forte croissance des bénéfices non répartis, de la hausse des émissions d'actions à la suite de l'exercice d'options sur actions, ainsi que de l'activité de gestion de fonds propres, comme la vente aux États-Unis de certains titres adossés à des créances hypothécaires avec flux groupés de faible qualité. L'actif pondéré en fonction des risques a reculé en raison des opérations de change, recul annulé partiellement grâce à l'effet de la transaction avec Riverside et de la croissance interne. Comme vous le savez, nous couvrons nos ratios de fonds propres contre les mouvements de change.

Sur ce, je laisse Mark poursuivre la présentation.

Mark Chauvin, chef de la gestion des risques, Banque Toronto-Dominion

Merci, Colleen, et bon après-midi, tout le monde.

Passons maintenant à la diapositive 12. Je vais commencer par vous donner un aperçu de nos résultats consolidés, puis je soulignerai les points saillants de chaque portefeuille de crédit. Je devrais d'abord mentionner que la diapositive sur notre portefeuille de prêts bruts se trouve maintenant à la page 24 de l'annexe. Comme pour les trimestres précédents, je vous rappelle que les renseignements fournis dans cette section sont présentés par portefeuille de crédit, alors que, dans les résultats financiers, ils sont présentés par secteur d'activité. La principale différence réside dans l'inclusion des cartes de crédit américaines dans le portefeuille de crédit américain. Comme dans le passé, nous avons exclu l'effet des titres de créance classés comme prêts, pour fournir un tableau précis du rendement du portefeuille de crédit américain. Je vous ferais également remarquer que nous n'avons tenu compte du 1,9 milliard de dollars canadiens de prêts garantis par la FDIC dans aucune des mesures du crédit utilisées dans cette évaluation du crédit.

Parlons d'abord de la qualité du portefeuille de prêts. Les prêts douteux bruts ont diminué de 97 millions de dollars canadiens pendant le deuxième trimestre. Un dollar canadien plus fort a fait reculer les prêts douteux bruts aux États-Unis. Ils sont cependant restés stables en dollars américains. Les nouvelles formations de prêts douteux ont diminué de 210 millions de dollars canadiens par rapport au premier trimestre, atteignant leur plus faible niveau depuis le quatrième trimestre de 2008. Il s'agit là d'un indicateur de tendance des résultats de crédit futurs.

Veillez passer à la diapositive 13. Les résultats en ce qui concerne les provisions pour pertes sur créances au deuxième trimestre portent à croire que les pertes sur créances ont atteint un sommet. La provision pour pertes sur créances totale a rétréci de 90 millions de dollars canadiens, ou 18 %, par rapport au premier trimestre, touchant son plus faible niveau depuis la fin du quatrième trimestre de 2008. Des réductions ont été constatées dans la plupart des portefeuilles. L'amélioration des mesures du crédit dans les secteurs bancaires personnels, commerciaux et de gros au Canada a entraîné une reprise de provisions générales de 60 millions de dollars canadiens. Nous prévoyons que cette tendance à la baisse se poursuivra.

Veillez passer à la diapositive 14 pour une discussion plus détaillée sur le rendement du portefeuille. J'aimerais attirer votre attention sur les points suivants. De façon générale, nous sommes heureux du rendement des portefeuilles des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et des Services bancaires de gros. Le portefeuille de prêts personnels montre des signes continus d'amélioration, alors que les prêts commerciaux restent à des niveaux historiquement faibles. Nos perspectives à l'égard du portefeuille américain restent empreintes d'un optimisme prudent. Dans l'ensemble, les résultats du portefeuille de prêts personnels américaines ont été positifs. Le taux de défauts s'est stabilisé ou amélioré. Les pertes ont baissé dans le portefeuille de crédit garanti par des biens immobiliers et sont restées stables dans les autres portefeuilles.



Le portefeuille de crédit commercial aux États-Unis montre également des signes de stabilisation. Les défauts et les pertes dans le portefeuille de prêts immobiliers résidentiels commerciaux semblent avoir atteint un sommet. Les défauts ont continué à augmenter dans le portefeuille de prêts immobiliers commerciaux non résidentiels, quoique à un rythme plus lent. Les pertes ont suivi une faible tendance à la hausse. Dans le portefeuille industriel et commercial, les défauts sont restés élevés, mais stables en dollars américains par rapport au premier trimestre. Les pertes ont augmenté, reflétant l'effet qui devrait se faire sentir avec un certain retard à cette étape-ci du cycle de crédit. Compte tenu du contexte actuel, nous sommes satisfaits de nos résultats de crédit et prévoyons un ralentissement des pertes. Dans l'ensemble, les résultats de crédit se sont améliorés dans la plupart des portefeuilles pendant le deuxième trimestre.

Avant de conclure, j'aimerais dire quelques mots sur notre exposition à la dette souveraine européenne. Après avoir mené un examen exhaustif de nos positions dans les dettes souveraines de l'Europe, nous pouvons confirmer que La Banque TD est très faiblement exposée au crédit de la Grèce et du Portugal. Notre exposition au crédit en Irlande, en Italie et en Espagne est principalement liée aux gouvernements et aux grandes institutions financières mondiales, et nous sommes généralement à l'aise avec les risques assumés, que nous réussissons à gérer.

Je me tourne maintenant de nouveau vers Rudy.

Rudy Sankovic, *premier vice-président, Relations avec les investisseurs, Banque Toronto-Dominion*

Excellent. Merci beaucoup, Mark.

Voilà qui clôt nos commentaires officiels. Nous allons maintenant passer à la période de questions. Je demanderais aux participants de poser leur question un à la fois, s'il vous plaît.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Rudy Sankovic, *premier vice-président, Relations avec les investisseurs, Banque Toronto-Dominion*

Je demanderais aux gens qui souhaitent poser une question de se présenter en indiquant leur nom et celui de leur société avant de poser leur question. Avant de terminer la conférence téléphonique d'aujourd'hui, je demanderai à Ed de faire ses dernières remarques. Nous sommes prêts à commencer, et nous allons le faire avec les gens présents dans la salle. Avons-nous une question d'un de nos analystes?

Michael Goldberg, *Valeurs mobilières Desjardins*

Michael Goldberg, Valeurs mobilières Desjardins.

Alors, vous avez maintenant plus de 800 millions de dollars canadiens de prêts qui étaient classés au départ comme non productifs. Ai-je raison de dire que la marge de sécurité que vous aviez établie initialement sur l'évaluation était une provision fictive pour ces prêts, ce qui expliquerait pourquoi vous n'avez constitué aucune provision pour les couvrir?

Et pour poursuivre dans la même veine, dans les récentes transactions assistées par la FDIC, quel équivalent – appelons cela une provision fictive – avez-vous constitué pour couvrir la différence entre les prêts acquis et la juste valeur de ces prêts?

Colleen Johnston, *chef des finances, Banque Toronto-Dominion*

Je peux peut-être commencer, Michael.

Au sujet des titres de créance, ce qu'il faut comprendre dans le fait que nous avons des prêts douteux et qu'ils ont augmenté, c'est que pour certains de ces titres, les pertes dépasseront les balises que nous avons établies au moment de ces transactions. Vous avez donc raison de dire que nous avons essentiellement une provision latente. Cela dit, nous avons effectivement constitué la provision générale l'an dernier, et lorsque nous avons reclassé les titres de créance en prêts, nous avons établi la provision générale de manière rétroactive. Il ne fait pas de doute dans notre esprit que nous avons maintenant une provision générale suffisante pour l'ensemble du portefeuille. Vous pourriez donc voir les prêts douteux continuer à augmenter. C'est prévu, en fait, mais nous sommes entièrement couverts grâce à nos balises initiales, ainsi qu'à la provision générale que nous avons constituée. C'est pourquoi vous ne voyez pas de changement dans la provision.

Votre deuxième question concerne l'acquisition de la Riverside. Nous avons établi à environ 300 millions de dollars canadiens les balises supplémentaires.

Michael Goldberg, *Valeurs mobilières Desjardins*

Merci.

Rudy Sankovic, *premier vice-président, Relations avec les investisseurs, Banque Toronto-Dominion*

Question suivante, s'il vous plaît?

John Reucassel, *analyste, BMO Marchés des capitaux*

John Reucassel, de BMO Marchés des capitaux.

Comme je dois me limiter à une question, j'aimerais l'adresser à Bharat et à Ed. Les bénéfices tirés des activités bancaires américaines paraissent plutôt élevés. Pourriez-vous nous parler leur durabilité et de l'incidence du règlement E sur les revenus autres que d'intérêts? Je suppose qu'ils baisseront, mais je voudrais que vous le confirmiez.

Ensuite, Ed, si vous pouviez faire quelques commentaires sur... Il y a actuellement une réforme des services financiers aux États-Unis. Malgré tous vos efforts pour bâtir une bonne banque là-bas, les obstacles semblent s'accumuler. Cette situation réduit-elle votre capacité de produire les rendements attendus? Devrez-vous réviser à la baisse vos objectifs de rendement?

Ed Clark, *président et chef de la direction, Banque Toronto-Dominion*

Ce sont là deux questions, si je ne m'abuse, John.

John Reucassel, *analyste, BMO Marchés des capitaux*

Une question à deux volets.

Bharat Masrani, *chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, Banque Toronto-Dominion*

Je vais commencer. Oui, John. Cela a été un trimestre raisonnable, largement alimenté, comme Colleen l'a mentionné, par les bons écarts sur les dépôts. Nous voyons également de bons écarts dans le portefeuille de prêts, de même que dans les revenus tirés des commissions, qui ont également été solides, conséquence notamment de la stabilisation des coûts du crédit.

Quant à mon opinion sur ce qui s'en vient, vous avez évoqué le règlement E (*Regulation E*). Pour les gens qui ne savent pas exactement de quoi il en retourne, il s'agit du règlement relatif aux frais de découvert qui est maintenant entré en vigueur aux États-Unis et qui interdit aux institutions financières d'imputer des frais de découvert à moins d'avoir obtenu l'adhésion expresse des clients au produit de protection contre les découverts. Ce règlement devrait nous toucher à compter de notre quatrième trimestre. J'aimerais pouvoir prédire de façon scientifique quel en sera l'effet, mais il faudra analyser le nombre de personnes qui adhèrent au produit. Nous sommes d'avis qu'il y a un segment de notre clientèle qui veut ce produit et qui y adhérera au bout d'un certain temps.

J'ajouterais qu'une partie de notre croissance des revenus de commissions est attribuable au regroupement des deux banques. Nous avons rationalisé ces frais, ce qui a également contribué à la croissance. Enfin, pour revenir au règlement E, je m'attends à ce que l'effet soit plus que compensé par l'amélioration de la provision pour pertes sur créances en 2011. Alors, tout dépend de la direction que prendra l'économie générale et des progrès que nous verrons. Mais, pour ce qui est du règlement E, je crois que l'effet sera entièrement neutralisé par l'amélioration de la provision pour pertes sur créances.

John Reucassel, *analyste, BMO Marchés des capitaux*

Alors, au trimestre précédent, vous pensiez pouvoir tirer un bénéfice trimestriel d'environ 200 millions de dollars canadiens de vos activités aux États-Unis. Le chiffre a-t-il changé?

Bharat Masrani, *chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, Banque Toronto-Dominion*

Je pense que ce que vous avez vu ce trimestre n'est probablement pas un mauvais indicateur.

Ed Clark, *président et chef de la direction, Banque Toronto-Dominion*

Pour répondre au deuxième volet de votre question, il faut bien admettre que les changements seront probablement plus négatifs que positifs. Il demeure cependant quelques incertitudes, la principale étant la nature même des changements. Nous serons sans doute fixés d'ici deux ou trois semaines, et le processus américain étant ce qu'il est, certaines zones grises ne seront clarifiées qu'au dernier moment. Alors, je crois qu'il faut vraiment attendre le mois prochain.

Ensuite, la question qui me semble plus préoccupante est celle de la modification des frais qu'entraîneront les changements dans le marché. Le règlement E est donc un parfait exemple. Je crois qu'il force une transition dans le domaine des frais bancaires, et je dirais que, dans un certain sens, il prendra une certaine couleur canadienne. Je ne suis pas sûr que ce soit nécessairement une mauvaise chose en bout de ligne. Seulement, le passage d'un régime à un autre peut parfois être houleux et pénible.

Si l'on regarde TD Bank, la banque américaine la plus pratique : elle produit un bénéfice d'exploitation d'environ 18 %. Je pense que, au départ, quand nous avons fait notre première percée aux États-Unis, nous avons vu qu'il était tout à fait possible d'obtenir des rendements de 30 %, ce que nous avons fait. Je dirais maintenant que ce taux va probablement se situer plus près des 25 %, à mesure que les provisions baisseront, que les taux d'intérêt grimperont, que nous améliorerons l'entreprise et que nous absorberons une partie de ces changements de réglementation. Mais si vous voulez une estimation approximative, pensons-nous avoir perdu quelques points de rendement du capital investi? Oui. Mais je crois que nous pouvons quand même connaître une bonne reprise de nos résultats d'exploitation.

Colleen Johnston, *chef des finances, Banque Toronto-Dominion*

Un dernier mot pour conclure sur ce sujet : nous venons d'annoncer officiellement la tenue d'une Journée des investisseurs le 16 juin, à New York. Bharat et moi désirons vraiment vous brosser un tableau de la situation actuelle et de ce qu'elle sera d'ici trois à cinq ans en termes de rendement et de rentabilité. Nous parlerons aussi de ce que nous faisons dans les domaines de l'optimisation de l'entreprise, de la normalisation de l'environnement, des acquisitions et de la croissance interne. Nous espérons que vous serez nombreux à vous joindre à nous.

Ed Clark, *président et chef de la direction, Banque Toronto-Dominion*

Oui, vous pouvez peut-être... ils vous diront comment produire un rendement du capital investi de 25 %.

Rudy Sankovic, *premier vice-président, Relations avec les investisseurs, Banque Toronto-Dominion*

Une autre question dans la salle?

Ohad Lederer, *analyste, Veritas Investment Research*

Ohad Lederer, de Veritas Investment Research.

Quand on regarde vos activités canadiennes – TD Canada Trust –, on voit que le produit LDCVD connaît visiblement un énorme succès : une croissance des soldes moyens de 9 milliards de dollars canadiens au cours des quatre derniers trimestres, 18 milliards au cours des huit derniers trimestres. Je me demandais, Tim, quand vous parlez avec vos employés de première ligne, quel son de cloche vous donnent-ils sur le comportement des consommateurs? Sont-ils en train de consolider leurs dettes? Financent-ils leurs dépenses de consommation? Et vous inquiétez-vous du fait que la croissance est un peu plus rapide que vous le souhaiteriez?

Tim Hockey, *chef de groupe, Services bancaires canadiens, Banque Toronto-Dominion*

Si vous divisez la croissance en deux parties, soit les prêts personnels et les prêts commerciaux, si vous parlez du crédit garanti par des biens immobiliers, une grande partie de la croissance est alimentée par le rythme soutenu du marché de l'habitation. Quand ce rythme ralentit, l'utilisation de la LDCVD diminue, parce que beaucoup de nos clients utilisent notre ligne de crédit sur valeur domiciliaire comme solution de rechange à un prêt hypothécaire, une excellente solution de rechange, plus souple qu'un prêt hypothécaire.

De façon générale, nos prêts à la consommation ont continué à progresser. Comme nous le savons tous, l'économie canadienne est en train de se raffermir, alors nous sommes plutôt confiants. Je dirais donc que, dans l'ensemble, nous sommes assez à l'aise avec l'exposition que nous nous avons aux consommateurs canadiens, et nous sommes plutôt confiants en ce qui concerne la façon dont nous accordons du crédit.

Ohad Lederer, *analyste, Veritas Investment Research*

Pensez-vous qu'il y ait eu des retraits d'encaissements avant le [...] d'avril?

Tim Hockey, *chef de groupe, Services bancaires canadiens, Banque Toronto-Dominion*

Nous croyons que le marché de l'habitation sera plus lent au deuxième semestre qu'au premier, et je crois que les Services économiques TD viennent d'annoncer qu'ils s'attendaient à une légère baisse des prix des maisons au Canada. J'irais dans le même sens, car nous constatons déjà ce ralentissement de la croissance.

Rudy Sankovic, *premier vice-président, Relations avec les investisseurs, Banque Toronto-Dominion*

Y a-t-il d'autres questions dans la salle avant que nous allions au téléphone?

Téléphoniste, pouvons-nous prendre un premier appel, s'il vous plaît?

Téléphoniste

La question suivante vient de Brad Smith, de Stone Cap Securities. Vous avez la parole, monsieur.

Brad Smith, *analyste, Stone Cap Securities*

Merci beaucoup.

J'aurais deux questions sur les titres de créance qui sont classés comme prêts. D'abord, ce solde bouge encore passablement. Je crois qu'il a baissé de 1,3 milliard de dollars canadiens depuis le trimestre précédent. Je me demandais si cela reflétait les dispositions que vous faites.

Ensuite, je suis simplement curieux de savoir à quel taux se forment les défaillances dans ce segment. Qu'y a-t-il au sujet de ces titres, qui sont si différents du reste de votre profil de crédit, qui a tendance à se stabiliser? Pourquoi la situation de ces titres se détériore-t-elle?

Colleen Johnston, *chef des finances, Banque Toronto-Dominion*

Désolée, à propos des titres de créance, nous avons vendu pour environ 750 millions de dollars canadiens de créances hypothécaires avec flux groupés ce trimestre. Il s'agissait de titres de faible qualité que nous avons jugé bon de vendre pour libérer un peu de capital. Ces opérations nous ont permis de libérer environ 18 pdb de capital. C'est ce qui explique en partie, Brad, la baisse des titres de créance un trimestre sur l'autre.

En termes de qualité, encore une fois, les problèmes de crédit étaient tous très prévisibles, à mon avis, dans le portefeuille initial; je demanderais à Mark de poursuivre.

Mark Chauvin, *chef de la gestion des risques, Banque Toronto-Dominion*

Brad, je dirais qu'au départ, notre avis sur le crédit – et nous n'avons rien vu qui nous ait fait changer d'avis, qui nous ait démontré que nous faisons fausse route – nous avons prévu une certaine baisse dans ce portefeuille jusqu'au trimestre considéré. Et, vraiment, les prêts qui sont devenus des prêts douteux au cours du dernier trimestre sont ceux que nous avons prévu. Nous les avons donc désignés et avons établi pour eux une part de la provision générale.

Brad Smith, *analyste, Stone Cap Securities*

Et je pense que, Colleen, vous avez mentionné que nous devons nous attendre à ce que ces défaillances se poursuivent. Je crois qu'elles se situent à environ 13,5 % de la valeur nominale du solde de fermeture. Jusqu'où pensez-vous que cela ira?

Colleen Johnston, *chef des finances, Banque Toronto-Dominion*

Je ne peux pas vraiment vous donner de chiffre précis, Brad, mais je crois que vous verrez une tendance à la hausse.

Brad Smith, *analyste, Stone Cap Securities*

D'accord. J'aurais une question rapide pour Ed sur le bénéfice d'exploitation auquel vous venez de faire référence. Je crois qu'il est actuellement de 18 %. Pourriez-vous nous expliquer comment vous avez calculé ce taux, pour que je puisse comprendre?

Ed Clark, *président et chef de la direction, Banque Toronto-Dominion*

Oui. En gros, nous prenons les fonds d'exploitation, puis nous regardons le rendement du capital investi, et la différence entre les deux est l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles associés à l'achat.

Brad Smith, *analyste, Stone Cap Securities*

Ah, d'accord. Alors, le taux de 18 % est votre rendement excluant l'écart d'acquisition?

Ed Clark, *président et chef de la direction, Banque Toronto-Dominion*

C'est cela. Quand vous regardez une entreprise – je dis toujours à Bharat qu'il peut me blâmer pour le prix payé et que je peux le blâmer pour les résultats d'exploitation – alors quand vous dirigez une entreprise, vous voulez vous assurer que son exploitation est rentable. C'est là-dessus qu'il doit rendre des comptes.

Brad Smith, *analyste, Stone Cap Securities*

Excellent, mais, Ed, si vous ne tirez pas de rendement de votre écart d'acquisition, est-il vraiment approprié de l'inscrire à votre bilan et dans vos fonds propres?

Ed Clark, *président et chef de la direction, Banque Toronto-Dominion*

Tout à fait, parce que cela dépend du résultat que vous prévoyez. Et je suis absolument convaincu que lorsque nous aurons une visite dans cinq ans, vous pourrez regarder en arrière et dire que, « oui, vous aviez raison ». Il ne fait donc aucun doute dans mon esprit que nous avons une entreprise gagnante aux États-Unis.

Brad Smith, *analyste, Stone Cap Securities*

Et quand examinez-vous votre écart d'acquisition? Est-ce au troisième ou au quatrième trimestre?

Colleen Johnston, *chef des finances, Banque Toronto-Dominion*

Nous l'examinons en milieu d'exercice, une fois par année, alors si le marché ou l'économie justifie de le faire plus souvent. Au cours des deux dernières années, nous l'aurions examiné plus fréquemment, et nous avons une grande marge de manœuvre en termes d'évaluation.

Brad Smith, *analyste, Stone Cap Securities*

Merci. Désolé d'avoir posé plus d'une question.

Rudy Sankovic, *premier vice-président, Relations avec les investisseurs, Banque Toronto-Dominion*

Pas de problème. Merci. Question suivante, s'il vous plaît.

Téléphoniste

La question suivante vient de Robert Sedran, de Marchés mondiaux CIBC.

Robert Sedran, *analyste, Marchés mondiaux CIBC*

Bonjour et bon après-midi. Je ne suis pas sûr si la question s'adresse à Mark ou à Bharat. Au cours des deux derniers trimestres, vous avez laissé entendre que la qualité du crédit aux États-Unis était stable ou qu'elle baissait légèrement et qu'elle ne s'améliorerait pas beaucoup en 2010, pour dire le moins. Or, le contexte ne semble pas s'être amélioré, du moins à l'échelle nationale. Pouvez-vous nous dire ce qui a changé? Étiez-vous simplement trop prudents dans l'établissement de vos provisions précédentes ou est-ce que le nord-est connaît une reprise plus rapide que le reste du pays?

Bharat Masrani, *chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, Banque Toronto-Dominion*

Robert, ici Bharat.

Nous assistons à une accélération de l'activité, ce qui stimule la confiance. Il semble y avoir plus d'activité qu'avant dans certains domaines. Alors, lorsqu'on doit conclure un arrangement à l'égard d'un prêt, il y a une plus grande probabilité et il semble être écarté plus vite que c'était le cas auparavant. Alors, je dirais que le nord-est n'a certainement pas souffert autant que le reste du pays. La situation semble se stabiliser aussi.

C'est donc une combinaison de facteurs, et nous menons une analyse chaque trimestre, nous étudions notre portefeuille, les formations dont Mark a parlé, et nous n'avons changé notre façon de voir les choses. Le marché semble se stabiliser.

Rudy Sankovic, *premier vice-président, Relations avec les investisseurs, Banque Toronto-Dominion*

Question suivante, s'il vous plaît?

Téléphoniste

La question suivante vient de André-Philippe Hardy, de RBC Marchés des capitaux. Vous avez la parole, monsieur.

André-Philippe Hardy, *analyste, RBC Marchés des Capitaux*

Merci. Ma question s'adresse à Bob Dorrance.

Si on regarde à la page 9 de la trousse Informations financières complémentaires, on voit que vos revenus sont 175 millions de dollars canadiens inférieurs à la moyenne des deux derniers trimestres. Pourtant, vos frais sont aussi élevés qu'ils l'ont toujours été. Dans un secteur où la rémunération variable tient une place aussi importante, comment est-ce possible?

Bob Dorrance, chef de groupe, Services bancaires de gros, Banque Toronto-Dominion

Deux choses, André. Premièrement, je pense que si vous prenez la composante variable des frais, nous inscrivons les charges à payer en fonction de nos résultats trimestriels et de nos résultats cibles, et cela reflète les résultats sous-jacents de l'entreprise. Il peut y avoir une certaine variation d'un trimestre à l'autre. Si vous regardez le trimestre précédent et, en fait, l'an dernier, les revenus ont été beaucoup plus élevés que la moyenne, et nous aurions pensé que ces revenus n'allaient pas durer, et nous aurions augmenté la rémunération variable pour qu'elle corresponde entièrement à ces revenus.

Maintenant que les revenus reviennent à ce que nous considérons être un niveau plus normal, la rémunération variable reviendra aussi à un niveau plus normal. Alors, je pense que dans le domaine des ressources humaines, on appelle cela une courbe en S, et il est certain qu'en 2009, comme les revenus ont été beaucoup plus élevés que ce que nous considérons normal, nous n'avons pas payé une part correspondante. À mesure que les revenus reviendront à un niveau plus normal en 2010, la rémunération variable ne diminuera pas autant. Voilà donc un premier élément de réponse.

Le deuxième concerne les frais. Comme Colleen l'a mentionné, nous continuons à investir dans l'infrastructure de l'entreprise, autant dans des initiatives de gouvernance que de contrôle, et nous bâtissons notre entreprise pour l'avenir.

André-Philippe Hardy, analyste, RBC Marchés des Capitaux

Pourriez-vous nous aider à comprendre le genre de ratio d'efficacité à long terme que vous visez? Ou bien vous ne le voyez pas de cette façon, comme un rendement du capital investi?

Bob Dorrance, chef de groupe, Services bancaires de gros, Banque Toronto-Dominion

Oui. Je pense que le problème avec le revenu d'efficacité dans l'entreprise, c'est que la combinaison dans l'entreprise varie beaucoup, d'où les fluctuations du ratio d'efficacité. Quand vous comparez les différentes banques au chapitre des combinaisons, puis à l'intérieur même de notre banque, nous avons une combinaison de différents secteurs qui ont des ratios de distribution différents. Alors, c'est difficile à dire. En bout de ligne, nous nous occupons plus du rendement du capital investi que du ratio d'efficacité cible.

Rudy Sankovic, premier vice-président, Relations avec les investisseurs, Banque Toronto-Dominion

Question suivante, s'il vous plaît?

Téléphoniste

La question suivante vient de Cheryl Pate, de Morgan Stanley. Vous avez la parole, madame.

Cheryl Pate, *analyste, Morgan Stanley*

Bonjour. Bon après-midi. Ma question s'adresse à Bharat. De toute évidence, la marge d'intérêt nette s'est passablement améliorée ce trimestre, sous l'effet de nombreux facteurs, y compris l'amélioration des écarts de prêts commerciaux. Pouvez-vous nous en dire plus sur la concurrence dans le domaine des prêts commerciaux et la durabilité des rendements des prêts à ces niveaux? Il semble évident que vous profiterez de bons vents arrière, puisque les taux devraient augmenter tandis que les prêts non productifs devraient baisser. Mais j'aimerais en savoir plus sur le rendement des prêts.

Bharat Masrani, *chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, Banque Toronto-Dominion*

Cheryl, je dirais qu'il y a deux façons de voir les choses. Les écarts de prêts sont plus sains. Nous continuons à le constater, mais la croissance des prêts n'est pas aussi forte que nous le souhaiterions. Je crois que, si vous regardez les chiffres de l'ensemble du secteur, les prêts commerciaux et industriels sont en baisse à l'échelle nationale d'un pourcentage assez élevé.

Dans notre cas, nous avons pu augmenter nos prêts. Notre part de marché est en expansion, mais quand tout le marché recule, cela a évidemment un effet sur nous. Alors, je pense que les écarts de prêts demeureront dans notre cas aux niveaux actuels, mais que la croissance des prêts pourrait devenir problématique dans l'avenir. Maintenant, dans le scénario inverse, si nous continuons à voir une amélioration de la confiance et une stabilisation de la situation aux États-Unis, cela commencera à avoir un effet sur nos clients, qui seront à nouveau plus enclins à demander des prêts.

Je crois que, à court terme, les volumes resteront sous pression, mais que les écarts continueront à être vigoureux. Mais, au cours des prochains trimestres, espérons que l'économie continuera à se redresser, ce qui stimulera la demande de prêts dans le marché.

Rudy Sankovic, *premier vice-président, Relations avec les investisseurs, Banque Toronto-Dominion*

Question suivante, s'il vous plaît?

Téléphoniste

La question suivante vient de Darko Mihelic, de Cormark Securities. Vous avez la parole, monsieur.

Darko Mihelic, *analyste, Cormark Securities*

Bonjour et bon après-midi.

Je vais être l'analyste qui enfonce une porte ouverte en parlant encore des titres de créance classés comme prêts. Si je comprends bien, vous avez effectué une reprise de provision générale d'environ 60 millions de dollars canadiens, puis rajusté la provision, ce qui vous laisse une provision générale d'environ 195 millions de dollars canadiens pour ce portefeuille. Alors, ma question s'adresse à Mark et comporte deux volets. D'abord, la provision de 2 % est-elle suffisante? Vous dites évidemment qu'elle l'est, mais quel est le profil de maturité de ce portefeuille de prêts? Jusqu'à quand peut-on dire que votre provision générale de 195 millions de dollars canadiens suffit à couvrir des prêts qui se détériorent à un rythme relativement rapide? Pouvez-vous me dire si j'ai les bons chiffres et si je comprends bien la mécanique?

Ensuite, pourquoi devrait-on considérer suffisante une provision de 195 millions de dollars canadiens pour une valeur comptable de 8,8 milliards de dollars canadiens, alors que 9 % de cette valeur comptable constitue déjà des prêts douteux?

Mark Chauvin, chef de la gestion des risques, Banque Toronto-Dominion

Oui. D'abord, pour ce qui est de l'établissement des provisions, nous avons repris la méthode d'établissement trimestrielle, et tout ce que je peux dire, c'est que, d'après la perspective la plus récente et la modélisation que nous utilisons, qui nous semblent correctes, la provision restante de 195 dollars canadiens – c'est le bon chiffre – est appropriée en ce moment.

En termes de profil de maturité, à brûle-pourpoint, je n'ai pas le chiffre. Je dirais qu'il se situe autour de... je ne m'aventurerais même pas à donner de chiffre. Je voudrais vous donner le chiffre exact, alors nous allons certainement nous pencher là-dessus. Ce n'est pas 8 milliards de dollars canadiens. Je crois que dans les portefeuilles en difficulté, on est dans une fourchette de 6 milliards de dollars canadiens.

Ed Clark, président et chef de la direction, Banque Toronto-Dominion

Nous devons peut-être aller plus en profondeur. Ici Ed. Parce que, pense qu'il faut commencer par déterminer ce qui est un prêt hypothécaire et ce qui est un titre. Il y a donc une couche de fonds propres sur ce prêt hypothécaire. Pour bien comprendre ces chiffres, vous devez partir du montant brut du prêt hypothécaire, puis vous avez une tranche de fonds propres, et nous les évaluons au prix du marché où nous les avons achetés. Vous avez donc notre réduction de prix. Et puis vous ajoutez à cela une provision générale. Alors, vous devez vraiment comprendre ce qui se passe. Il faut remonter à la source, ce que nous pourrions faire pendant les Journées des investisseurs. Vous y apprendrez l'arithmétique de ce portefeuille.

Mark Chauvin, chef de la gestion des risques, Banque Toronto-Dominion

Absolument, comme Michael l'a mentionné. La réduction que nous avons fait partie de notre protection.

Darko Mihelic, analyste, Cormark Securities

Et je suppose que ce serait utile, parce ce n'est pas juste le niveau de protection que vous avez, mais le fait que ce qui déclenche soudainement le taux élevé d'amélioration serait également intéressant.

Colleen Johnston, chef des finances, Banque Toronto-Dominion

Un autre point intéressant dans les données, Darko, c'est que, si vous regardez à la page 25 de notre rapport aux actionnaires, vous verrez que nous présentons encore le tableau sur la juste valeur par rapport au coût amorti des titres de créance. En fait, l'évaluation et les points de données que nous avons sur l'évaluation se sont améliorés maintenant que nous considérons ces éléments comme étant négociés sur un marché actif. Pour la première fois depuis longtemps en fait, la juste valeur du portefeuille dépasse le coût amorti net de la provision générale d'environ 150 millions de dollars canadiens, ce qui nous porte à penser que – vous savez – c'est un point très positif.

Cette donnée est moins pertinente maintenant que les titres de créance sont considérés comme des prêts et qu'ils détenus au coût historique, mais je pense qu'elle reste pertinente, et c'est pourquoi nous présentons encore ce tableau dans le rapport aux actionnaires.

Darko Mihelic, *analyste, Cormark Securities*

D'accord, merci.

Rudy Sankovic, *premier vice-président, Relations avec les investisseurs, Banque Toronto-Dominion*

Question suivante, s'il vous plaît?

Téléphoniste

La question suivante vient de Sumit Malhotra, de Macquarie Capital. Vous avez la parole, monsieur.

Sumit Malhotra, *analyste, Macquarie Capital*

Bon après-midi. J'aurais deux questions rapides – je l'espère – pour Colleen.

D'abord, au sujet de l'actif pondéré en fonction des risques, pourriez-vous s'il vous plaît me dire quel est l'actif pondéré en fonction des risques associé aux acquisitions en Floride?

Colleen Johnston, *chef des finances, Banque Toronto-Dominion*

Environ 1 milliard de dollars canadiens.

Sumit Malhotra, *analyste, Macquarie Capital*

Très bien. Et dans le secteur Siège social, vous nous avez donné une idée de ce à quoi l'on pouvait s'attendre au cours des trimestres à venir. Plus particulièrement, au sujet des revenus d'intérêts nets, la hausse mentionnée dans les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et les revenus d'intérêts nets ont été essentiellement annulés par le siège social.

Qu'est-ce qui pourrait provoquer une hausse de 40 millions de dollars canadiens un trimestre dans votre portage négatif? Une augmentation des coûts de financement? Détenez-vous plus de liquidités maintenant étant donné la reprise soudaine de la volatilité des marchés? Qu'est-ce qui pourrait entraîner ce genre de résultat au deuxième trimestre?

Colleen Johnston, *chef des finances, Banque Toronto-Dominion*

Il y a plusieurs choses, Sumit. Ce serait probablement difficile de toutes les énumérer en précisant toutes les méthodes associées. Par rapport au trimestre précédent, nous avons eu quelques éléments positifs pendant le premier trimestre, alors ces chiffres vont bouger.

Sumit Malhotra, *analyste, Macquarie Capital*

Lorsque vous dites... je comprends que les pertes vont augmenter compte tenu de ce que vous avez dit, à savoir que la taille de la Banque a doublé au cours des dernières années. Mais est-ce quelque chose

de particulier aux revenus nets d'intérêts – ces éléments que j'ai mentionnés – est-ce la récente hausse des coûts de financement ou des liquidités? Ces facteurs entrent-ils en ligne de compte, ou bien le siège social devra-t-il financer partiellement le reste des secteurs, et cela va coûter plus cher à court terme?

Colleen Johnston, chef des finances, Banque Toronto-Dominion

Le dernier point sur le financement des secteurs n'est tout à fait exact. La faiblesse actuelle des taux d'intérêt a effectivement un effet sur le secteur Siège social. Les bénéfices minimes sur le capital excédentaire sont un bon exemple de ce que font les taux d'intérêt très bas. Et, je le répète, il y a plusieurs éléments liés à la liquidité qui ont de longues conséquences et qui toucheront le secteur Siège social au cours des deux prochaines années.

Rudy Sankovic, premier vice-président, Relations avec les investisseurs, Banque Toronto-Dominion

Question suivante, s'il vous plaît?

Téléphoniste

La question suivante vient de Mario Mendonca, de Canaccord. C'est à vous, monsieur.

Mario Mendonca, analyste, Canaccord Genuity

J'aimerais d'abord revenir brièvement sur la question de Sumit, puis poser une question sur les fonds propres. Colleen, quand vous dites que le dernier point n'est pas exact, voulez-vous dire que l'augmentation des pertes du siège social de 150 millions de dollars canadiens, ou entre 100 et 150 millions de dollars canadiens, ne comprend aucune répartition des frais des secteurs au siège social, ou peut-être une part plus faible? En fait, c'est la nature de la question.

Colleen Johnston, chef des finances, Banque Toronto-Dominion

Ce que j'essayais de dire, c'est que je ne voudrais pas laisser entendre qu'il y ait eu quelque compromis que ce soit entre ce qui est inclus dans le secteur Siège social et ce qui est inclus dans les secteurs d'exploitation. Les méthodes de répartition sont toujours restées très constantes au fil des ans, comme je l'ai mentionné dans mes remarques officielles. Alors, il n'y a rien de particulier à considérer ici. Il y a simplement des variations dans le secteur Siège social, et il faut tenir compte de certains éléments liés aux évaluations et à la comptabilité, qui peuvent amener une certaine variabilité.

Mario Mendonca, analyste, Canaccord Genuity

Et dans les activités américaines, rien à signaler non plus?

Colleen Johnston, chef des finances, Banque Toronto-Dominion

Non, rien.

Mario Mendonca, *analyste, Canaccord Genuity*

La question sur les fonds propres, maintenant. Même si je sais que la Banque a un solide ratio de capital, surtout par rapport aux autres grandes banques ailleurs dans le monde, ce ratio semble mince par rapport aux autres banques canadiennes. Est-ce que cela vous préoccupe – c'est une question pour Ed – est-ce que cela vous préoccupe pour la Banque?

Ed Clark, *président et chef de la direction, Banque Toronto-Dominion*

Franchement, non. Je crois que l'erreur que commettent beaucoup de leaders du milieu des affaires, c'est de passer trop de temps à observer les faits et gestes de leurs concurrents. Nous avons toujours suivi une stratégie claire, et il serait selon nous absurde de penser qu'un ratio de fonds propres de 12 % serait maintenant insuffisant. Nous sommes convaincus d'avoir une banque extrêmement bien capitalisée. Je lève mon chapeau à mes homologues canadiens qui obtiennent d'excellents ratios des fonds propres et je leur souhaite de continuer.

Mario Mendonca, *analyste, Canaccord Genuity*

Quelles sont vos prévisions en ce qui concerne votre ratio de capital? Pensez-vous qu'il restera à 12 % ou qu'il se situera plutôt entre 11 % et 11,5 % pro forma?

Ed Clark, *président et chef de la direction, Banque Toronto-Dominion*

Eh bien, le ratio se situe actuellement à 12 %. Je crois qu'il baissera; en fait, nous avons indiqué qu'il baisserait. Je ne sais pas s'il baissera plus tard ce trimestre, alors que nous gagnerons de l'argent et ferons différentes choses, ou s'il descendra à 11,5 % mais je crois qu'on peut s'attendre à ce qu'il oscille entre 11,5 % et 12 %.

Rudy Sankovic, *premier vice-président, Relations avec les investisseurs, Banque Toronto-Dominion*

Question suivante, s'il vous plaît?

Téléphoniste

La question suivante vient de Peter Routledge, de Financière Banque Nationale. Vous avez la parole, monsieur.

Peter Routledge, *analyste, Financière Banque Nationale*

Bonjour à vous. Ma question s'adresse à Ed.

Au cours du dernier cycle, la Banque a généré du capital à l'interne à une assez bonne vitesse et utilisé le capital excédentaire pour se doter d'un réseau d'un millier de succursales aux États-Unis, ce qui est assez impressionnant en soi. Dans l'avenir, à mesure que la reprise va se raffermir, la Banque va sans doute se retrouver dans une situation similaire, où elle génère beaucoup de capital interne à un ratio de capital assez élevé pendant le cycle. Alors, Ed, la Banque retournera-t-elle une part sensiblement plus élevée de cet excédent à ses actionnaires sous la forme de rachats sur le marché ou d'augmentations du

dividende qu'elle ne l'a fait pendant le cycle précédent? Et, est-ce que, du coup, vous n'allez pas modérer votre activité d'acquisition pour distribuer plus de bénéfices à vos actionnaires?

Ed Clark, président et chef de la direction, Banque Toronto-Dominion

C'est une bonne question. Il n'y pas de réponse courte. Nous ne sentons aucune pression de réaliser des acquisitions, si cela peut répondre en partie à votre question.

Nous avons toujours été convaincus, quand nous sommes allés aux États-Unis, que nous avions là une occasion d'affaires et que si nous ne la saisissons pas, cela signifiait que nous prenions implicitement la décision de ne pas nous établir aux États-Unis ou de le faire d'une manière extrêmement forte. Comme vous le savez, nous avons choisi de percer le marché américain en achetant une participation de 51 % dans BankNorth. Nous avons ensuite privatisé BankNorth et fait deux petites acquisitions, puis nous avons acheté Commerce. Nous avons ensuite réalisé cette transaction avec assistance, puis nous espérons conclure la transaction avec South Financial.

Nous sommes prudents dans nos acquisitions, parce que nous voulons nous assurer que nous pouvons intégrer et gérer les nouvelles entreprises – ce que nous faisons –, mais, dans l'ensemble, nous croyons être dans une position où nous sommes incontestés sur le plan stratégique aux États-Unis, position que nous voulions atteindre. Maintenant, la question est de savoir si nous pouvons faire des profits – de gros profits – pour nos actionnaires en réalisant des acquisitions et, si la réponse est « oui », alors nous le ferons sans doute. Mais nous ne tenons pas mordicus à faire des acquisitions. Je pense que ce qui distingue notre modèle, c'est que nous avons un modèle remarquable de croissance interne. Bref, il est tout à fait possible que nous retournions une plus grande part de capital.

Évidemment, cela dépendra des changements qui seront apportés aux règles sur les fonds propres, et comme je l'ai déjà dit dans mes commentaires – et je ne suis pas trivial –, je pense que personne ne sait vraiment ce qu'il adviendra, ni quand nous y verrons plus clair. J'aimerais... Je n'aime guère l'incertitude moi-même, et je peux donc comprendre que le marché ne l'apprécie pas, mais je pense que nous devons prendre notre mal en patience et accepter qu'il faudra encore plusieurs mois avant de connaître la réponse à cette question.

Téléphoniste

Il n'y a pas d'autres questions pour l'instant. Si vous voulez bien poursuivre.

Rudy Sankovic, premier vice-président, Relations avec les investisseurs, Banque Toronto-Dominion

Eh bien, je vous remercie pour vos questions et je cède la parole à Ed pour ses derniers commentaires.

Ed Clark, président et chef de la direction, Banque Toronto-Dominion

Oui, eh bien, il m'apparaît évident que ce qui se ressort le plus clairement de nos résultats, c'est que notre taux de provision pour pertes sur créances au Canada a réellement commencé à baisser. Compte tenu de notre croissance, cela signifie que vous verrez à tout le moins une stabilisation de la provision pour pertes sur créances et un très bon contexte du crédit.

Je crois que nous sommes tous surpris de la rapidité avec laquelle l'économie américaine se redresse. La situation est nettement meilleure que nous l'avions prévu. Je pense que nous sommes très, très

satisfaits des résultats de nos Services bancaires personnels et commerciaux des deux côtés de la frontière. Ce sont de solides moteurs de croissance.

Le bénéfice des Services bancaires de gros a baissé par rapport au trimestre précédent, comme nous le prédisions depuis un certain temps. Cela semble finalement arriver. À mon avis, nous sommes probablement à l'extrémité supérieure de ces bénéfices, dans la fourchette que nous voyons. Nous prévoyons toujours un solide rendement du capital investi de 20 %, et nous sommes très satisfaits de cette entreprise aux États-Unis, qui se trouve là où se dirigent, selon nous, les autres banques.

En fin de compte, quand nous pensons à l'avenir, comme je l'ai déjà dit, nous sommes plus optimistes en ce qui concerne la vitalité de l'économie des deux côtés de la frontière. Nous sommes conscients de la fragilité de l'économie. Comme je le disais à quelqu'un l'autre jour, quand tout le monde dit que la reprise sera fragile, quand on voit ce qui se passe en Europe, on se dit : « Alors, c'est donc cela, une reprise fragile? » Et c'est ce que nous sommes en train de traverser. Mais je ne crois pas qu'il faille réagir de manière exagérée. Je pense que nous avons franchi une étape et que La Banque TD en sortira avec le vent dans le dos.

Merci pour votre temps.

Rudy Sankovic, *premier vice-président, Relations avec les investisseurs, Banque Toronto-Dominion*

Excellent. Merci, Ed. Voilà qui conclut la conférence téléphonique d'aujourd'hui. Si vous avez d'autres questions, notre équipe des Relations avec les investisseurs se fera un plaisir d'y répondre. Merci beaucoup pour le temps que vous nous avez consacré aujourd'hui, et bon après-midi.

Téléphoniste

Mesdames et messieurs, voilà qui conclut la conférence téléphonique d'aujourd'hui. Merci pour votre participation. Vous pouvez maintenant vous débrancher.